Appels à l'unification de l'OTAN et du Pacte de Varsovie

Partage international n° 21 – Mai 1990

« Dans le monde entier, les gouvernements dépenseront désormais plus d'argent pour le bien-être des personnes, au lieu de dépenser cet argent en armes destructrices. » (Partage international, octobre 1988)
« Personne ne pourra désormais soutenir que la défense constitue une priorité essentielle. » (Partage international, mai 1989)
« L'OTAN et toutes les organisations militaires stratégiques sont en train de s'effondrer. Les armées retournent maintenant dans leur propre pays. » (Partage international, avril 1990)

Selon certains journalistes, les échelons les plus élevés du Kremlin et de l'armée soviétique envisagent actuellement la possibilité, pour l'URSS, de demander à faire partie de l'OTAN, dans le but de mettre un terme aux différents éléments de division existant entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest.

Le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, a lui-même envisagé publiquement une telle hypothèse. Son but est de parvenir à une plus grande sécurité en Europe grâce à l'union de l'OTAN et des pays du Pacte de Varsovie. Comme première mesure, M. Genscher a proposé de renforcer la coopération entre ces deux confédérations.

Le débat sur l'unification des deux Allemagnes conduit même à envisager des propositions d'une plus grande ampleur. Un placard publicitaire, paru dans le journal *Die Zeit* du 9 mars, appelait au démantèlement complet de l'armée allemande. Cet appel a été publié et signé à l'instigation d'un grand nombre de médecins, psychiatres, écrivains, membres de l'appareil judiciaire, sociologues, scientifiques, politiciens, etc. « Les deux Allemagnes se trouvent aujourd'hui face à l'opportunité d'un désarmement complet, » affirmait cet appel. « Nous pourrions ainsi prouver à nous-mêmes et à nos voisins que nous, Allemands, avons appris les leçons de l'histoire. Une Allemagne de l'Ouest et de l'Est modérées ne seraient source d'aucune menace pour leurs voisins. » L'appel énumérait les différents usages possibles de l'argent rendu disponible grâce au désarmement : services sociaux, protection de l'environnement, aide à l'Europe de l'Est (particulièrement à l'Allemagne de l'Est), « mais par dessus tout l'aide aux pauvres et aux démunis de ce qu'on appelle le tiers et le quart monde. »

Le gouvernement ouest-allemand lui-même vient de se prononcer formellement en faveur d'une réduction de la priorité accordée à la défense. Il a consenti une réduction du budget de la défense de trois cent millions de dollars pour l'année 1990, mais des propositions sont à l'étude visant à des réductions encore plus drastiques.

Carl Friedrich von Weizsäcker, physicien et philosophe allemand, s'est prononcé en faveur d'une interdiction totale des exportations d'armes, a rapporté le journal *Der Tagesspiegel*. C. F. von Weizsäcker estime qu'il s'agit là de la première mesure conduisant à un bannissement de la guerre. Lors d'une rencontre de chrétiens à Séoul, il a appelé les églises à faire entendre plus nettement leur voix sur les questions de justice en matière de relations économiques internationales. L'église devrait en particulier renforcer son appel en faveur d'une extinction de la dette des pays du tiers monde. Richard von Weizsäcker, Président de la République Fédérale d'Allemagne et frère du physicien, a également intercédé en faveur des pays les plus pauvres. Selon le *Frankfurter Rundschau*, il a déclaré être préoccupé par la possibilité que les événements d'Europe de l'Est entraînent une diminution de l'attention accordée aux pays du Sud. La pauvreté, l'environnement, la drogue, la croissance démographique, sont des questions qui nous concernent tous, et qui ne pourront être résolues que par la coopération, a déclaré le Président ouest-allemand.

Le ministre ouest-allemand de la Défense, Gerhard Stoltenberg, s'attend à ce que l'armée allemande passe cette année de 495 000 à 400 000 hommes. Il estime par ailleurs qu'une diminution supplémentaire des effectifs, au-dessous de la limite inférieure couramment admise, est également possible. Il est enfin d'avis que la durée du service militaire obligatoire pourrait elle aussi être réduite.

Selon le *Frankfurter Rundschau*, les deux armées allemandes sont aujourd'hui confrontées à une démotivation des conscrits. En raison des changements intervenus en Europe de l'Est, ainsi que dans les relations entre les deux Allemagnes, les appelés voient de moins en moins de raison de consacrer une période de leur vie à effectuer leur service.

Il n'y a pas que l'appareil militaire à expérimenter les conséquences de l'esprit de paix qui se répand actuellement dans le monde entier. Le Mouvement de la Paix hollandais, *Pax Christi*, a dû réduire son équipe de moitié en raison de la diminution des dons enregistrés par l'organisation.

Un haut fonctionnaire américain vient à nouveau de critiquer l'assertion de M. Cheney, le Secrétaire américain à la Défense, selon laquelle l'armée soviétique serait susceptible de constituer à nouveau une menace si Mikhaël Gorbatchev était évincé. Le directeur de la CIA, William Webster, avait tout d'abord déclaré devant un comité du Congrès qu'en raison des pressions économiques et politiques, la reconstitution des blocs militaires était très improbable – même dans le cas d'une reprise en main de l'Union Soviétique par les conservateurs. Dans le même ordre d'idée, Philip A. Peterson, l'un des principaux experts du Pentagone pour les affaires soviétiques, a fait une analyse similaire. Il prétend, dans un compte-rendu de recherche non classifié, que le pacte de Varsovie a virtuellement cessé d'exister en tant qu'organisation militaire et qu'il existe peu de risque pour que « l'hégémonie soviétique puisse être restaurée en Europe de l'Est ».

Dans un même étrange revirement, le sous-directeur des études politiques de défense de la Fondation Heritage – le bastion incontesté des conservateurs – affirme maintenant de manière sans équivoque que les États-Unis devraient réduire leurs dépenses militaires, et que « si les forces soviétiques quittent l'Europe de l'Est, les États-Unis devraient retirer la majorité de leurs forces terrestres basées sur ce continent ». Il prétend d'autre part que « l'argent dépensé pour le développement économique en Europe de l'Est constituerait notre meilleur moyen de défense et nous fournirait de fait la sécurité nationale que nous voulons obtenir ».

L'OTAN est également prêt à procéder à une réduction draconienne de son arsenal d'ogives nucléaires. Il a été fait mention d'une possible réduction de cinquante pour cent. L'OTAN souhaite également discuter, avec les pays du Pacte de Varsovie, de la possibilité de retirer d'Europe les armes nucléaires tactiques.
A la fin mars, l'Inde a retiré ses dernières troupes du Sri Lanka, où 50 000 soldats indiens s'étaient trouvés impliqués dans la guerre entre les troupes gouvernementales et les séparatistes tamouls.

L'Union Soviétique a affirmé avoir retiré tous ses conseillers militaires des champs de bataille d'Ethiopie, et prétend également qu'aucun technicien ou expert soviétique n'apporte plus d'aide à l'armée éthiopienne. Des centaines de conseillers se sont retirés dans la capitale, Addis Abeba, ou sont retournés en Union Soviétique.

Les missiles nucléaires soviétiques et américains, qui étaient auparavant pointés les uns vers les autres, seront désormais placés côte à côte dans des musées, à Washington et à Moscou. Des missiles Pershing 2 américains et des SS-20 soviétiques, mis au rebut en raison du traité sur la réduction des armements de 1988, seront exposés au Smithsonian Institution's National Air and Space Museum, à Washington, ainsi qu'au Musée Militaire Central de Moscou.

Sources : Diverses
Thématiques : politique
Rubrique : Faits et prévisions